

**KIRGHIZIE :
L'ISLAM POLITIQUE
EN TENSION
AVEC L'IDENTITÉ NATIONALE**

David GAÜZÈRE

Études et Analyses – N° 37 – Septembre 2016

URL : http://religion.info/pdf/2016_09_Gauzere.pdf

© 2016 David Gaüzère

Traditionnel, non politisé et limité à la sphère privée jusque dans les années 1990, l'islam s'est progressivement depuis politisé en Kirghizie, porté par une jeunesse moins instruite, fortement marquée par le chômage et écartelée entre des modèles de pensée différents.

Si la Kirghizie reste toujours officiellement un État laïc, un certain nombre d'hommes politiques locaux joue avec l'islam pour défendre des postures politiques personnelles, allant parfois jusqu'au populisme ou l'incitation à la violence.

La politisation croissante de l'islam entraîne, d'autre part, des tensions de plus en plus vives, clivant la société kirghize et menaçant de saper les bases de l'identité nationale par un processus de surenchères et de non-retour.

1. L'islam face aux tentations de politisation

Les Kirghiz forment traditionnellement un peuple superficiellement islamisé, surtout au nord du pays. La faiblesse de l'islamisation tient à la nature nomade de ce peuple, fortement empreint de culture préislamique chamaniste et tengriste¹, à son opposition séculaire aux Khanats ouzbeks et au lent processus d'islamisation par la prédication soufie étalé sur plus de mille ans. La période soviétique, passée sous le sceau officiel de l'athéisme, avait fini par couper les Kirghiz de toute influence islamique, du moins extérieurement.

La *perestroïka*, puis les dix premières années de l'indépendance ont, d'un côté, réactivé l'islam dans la société kirghize à partir de la sphère privée où auparavant perdurait une pratique traditionnelle cachée. D'un autre côté, cette réactivation a placé l'islam en face de divers courants extérieurs inconnus jusque-là. Passés par plus de 70 ans d'athéisme, les Kirghiz parvenaient alors difficilement à distinguer la part locale de la part importée de l'islam. Ainsi, différentes tendances nées de l'islam se sont concomitamment développées dans les années 1990, encore peu visibles à l'extérieur, mais favorisées par une tolérance et un libéralisme plus présents qu'ailleurs en Asie centrale.

1 Le tengrisme est l'ancienne religion des peuples nomades d'Asie centrale, autour du culte de Tengri (le Ciel), Oumai-Ene (la Terre) et d'autres divinités en lien avec la nature.

Dès le début des années 2000, les changements dus au processus de réactivation de l'islam sont devenus de plus en plus perceptibles dans la société kirghize, en même temps qu'ils se sont appuyés sur un dénominateur générationnel : à la première génération soviétisée et athéisée des anciens, a clairement succédé la seconde génération, occidentalisation et laïcisation, puis la troisième génération, plus religieuse et sensibilisée aux affaires moyen-orientales.

La dernière génération, clé de l'avenir, devient aujourd'hui l'objet de toutes les attentions. Les enfants de l'élite fréquentent assidûment les lycées turcs « Sebat », puis l'Université turque Atatürk-Ala-Too de Bichkek, fortement influencés par les idées du prédicateur Fethullah Gülen, avant de bénéficier de bourses pour poursuivre ensuite leurs études en Turquie². Les milieux défavorisés des banlieues de Bichkek, coupés à la fois de leurs racines rurales kirghizophones et de l'élite russifiée, trouvent également dans les structures de la solidarité islamique (aides sociales et médicales, banques islamiques...) une réponse à leurs maux et questionnements.

Les partis et dirigeants politiques, encouragés par l'implication de la jeunesse dans leurs mouvements et les révolutions passées (2005 et 2010), ont très tôt perçu ces changements. Certains d'entre eux tentent depuis d'introduire l'islam à des degrés divers de leurs programmes politiques même si cela enfreint la Constitution³.

2 BALCI Bayram, *Missionnaires de l'islam en Asie centrale : Les écoles turques de Fethullah Gülen*, Éd. Maisonneuve et Larose, Paris, 2003, 306 pp. Toutefois, le putsch du 15 juillet 2016 en Turquie, imputé par le Président turc Recep Tayyip Erdogan aux « Gülenistes », et son échec ont depuis modifié les relations entre le gouvernement turc, les autorités d'Asie centrale et les universités et lycées « Sebat » encore présents dans la région, notamment en Kirghizie (Bichkek refuse toujours, en dépit des fortes pressions d'Ankara - y compris le chantage à la rupture des relations diplomatiques -, de fermer les établissements turcs « gülenistes » présents sur son sol), <http://kloop.kg/blog/2016/07/25/shantazh-i-ultimatomy-mid-prizval-turtsiyu-ne-vmeshivatsya-vo-vnutrennie-dela-kyrgyzstana> et <http://rus.azattyk.org/a/25232754.html>

³ L'article 7 de la Constitution de 2010 établit clairement la « séparation du politique et du religieux » en Kirghizie, sans toutefois mentionner les termes de « laïcité » ou de « sécularisme » : « Article 7 : 1. En République kirghize aucune religion ne peut être établie en tant qu'idéologie d'État ou obligatoire. 2. La religion et tous les cultes sont séparés de l'État. 3. il est interdit à toutes congrégations religieuses et serviteurs des cultes de s'immiscer dans les activités des organes de l'État », http://www.gov.kg/?page_id=263&lang=ru

2. Le développement de l'islam politique

Depuis 2010 notamment, les débats autour de la polygamie⁴, du changement de jour chômé du dimanche au vendredi, ou encore autour de la présence d'un lieu de prière au Parlement, sont devenus toujours plus pressants et passionnés, jusqu'à reléguer souvent les urgences économiques et sociales au second plan.

Les propositions législatives favorisant plus d'islamisation ont été à chaque fois portées - et relayées sur le terrain et les réseaux sociaux - par des députés jeunes et masculins. Elles restaient en revanche mal perçues par les députés des générations précédentes et les femmes, au nom à la fois de la laïcité inscrite dans la Constitution de 2010, et des traditions kirghizes.

Dès les années 2010, une fracture est apparue, pour devenir toujours plus béante, dans la rue et sur les réseaux sociaux au sein de la troisième génération de Kirghiz entre des hommes de plus en plus marqués par un islam dogmatique (souvent superposé au respect de certaines traditions kirghizes, triées sur leur compatibilité à leur lecture de l'islam) et les femmes, remparts de l'ensemble des traditions kirghizes ancestrales.

En parallèle, des hommes politiques ont commencé à exploiter le filon de l'islam à des fins souvent populistes et électoralistes. Cette utilisation de l'islam dans le jeu politique kirghiz, contraire à la Constitution, est encouragée par la démocratie politique et d'opinion présente dans le pays, mais aussi par la faiblesse de son économie et sa détresse sociale.

⁴ D'après débats autour de l'officialisation de la polygamie opposent régulièrement depuis 1991 les députés entre eux, au-delà des clivages des partisans de l'islam politique et de la laïcité. Certains députés laïcs, en effet, soutiennent l'officialisation de la polygamie, en laquelle ils voient une « *mesure de protection sociale* » de la femme et de la cellule familiale (protection économique supposée de la femme face à la dureté du monde extérieur). Bien qu'illégale, la polygamie reste ainsi tolérée dans certaines régions du pays, notamment au sud plus islamisé, où elle permet aux ménages les plus aisés de maintenir la qualité de vie de leurs cellules familiales, chaque femme disposant *de facto* d'un statut différent (la première femme reste à la maison, la seconde est celle d'apparat - que l'on montre à l'extérieur -, la troisième travaille et apporte les revenus et la quatrième est celle qui aura tendance à émigrer pour un revenu familial complémentaire ou préparer une future installation ultérieure éventuelle familiale à l'étranger), Observation personnelle à Kerben en juillet 2001. Dans ces régions-là, aujourd'hui, seule la première épouse est officiellement déclarée. Cependant, chaque épouse a préalablement vécu le *nike* (mariage religieux). Dans les débats parlementaires actuels sur la polygamie se pose désormais la question de la prévalence du mariage religieux sur le civil.

Parmi ces hommes politiques ou d'influence, nous en retiendrons trois qui ont proposé l'islam comme solution aux maux du pays. Plus ces hommes sont jeunes, plus la revendication d'islam politique va *crescendo*.

**a. Toursounbaï Bakir Ououlou (né en 1958) :
l'idéologue précurseur de l'islam politique kirghiz**

Toursounbaï Bakir Ououlou, philosophe de formation, serait en quelque sorte l'intellectuel et le théoricien d'un islam politique à la kirghize. Prenant régulièrement à contre-pied les positions pro-laïcité affichées par la classe politique kirghize, il a pris position, au nom de la liberté de croyance et de conviction, pour le respect des normes religieuses musulmanes dans la sphère publique et a défendu ces points de vue au Parlement en tant que député, puis ombudsman (médiateur) entre 2002 et 2008⁵. Il a ainsi ouvert la porte à l'entrée de l'islam politique dans le pays. Ses positions résultaient pourtant davantage d'une posture politique et intellectuelle : bien que musulman déclaré, Bakir Ououlou menait un train de vie à l'occidentale, tout en respectant en parallèle les traditions kirghizes, y compris préislamiques.

**b. Nourlan Motouïev (né en 1969) :
le fondateur de l'islamo-populisme kirghiz**

Nourlan Motouïev était au départ un petit chef local, sans envergure et baignant dans divers trafics mafieux. Il s'est ensuite rapidement enrichi par le charbon, après avoir pris de manière obscure et violente en 2005 la direction des mines de charbon de Kara-Ketche, près de Djourmgal. Gouaillieur, l'homme arborait au départ une

⁵ Il impose le hidjab à ses femmes et filles (cf. son interview donnée au quotidien kirghizophone *Jany Agym* en janvier 2013, dans laquelle il conseillait - sans possibilités d'opposition - ses épouses successives et ses filles à porter le hidjab (http://www.gezitter.org/society/18343_tursunbay_bakir_uulu_islam_smotrit_na_lyubov_po-drugomu) et la déclaration de sa dernière épouse, l'actrice Nouriza Bourkhanova, au même quotidien en octobre 2014, dans laquelle elle faisait part de sa « libération » symbolisée par l'enlèvement du hidjab, dès son divorce acté, http://www.gezitter.org/society/33783_ne_zahotela_jit_s_bakir_uulu). Il appelle également à la fin de la célébration de fêtes non-musulmanes dans les écoles, comme la Saint-Valentin (<http://kg.akipress.org/news:592161>) ou le Nouvel An (http://islam-today.ru/novosti/2012/12/14/tursunbaj_bakir_uulu_quotmusulmane_prazdnuyushhie_novyj_god_eto_nepolnocennye_veruyushhiequot), approuve le meurtre des journalistes de *Charlie Hebdo* en France par l'organisation d'une manifestation de soutien aux frères Kouachi (<http://kyrtag.kg/news/tursunbay-bakir-uulu-publichno-podderzhal-ubiys-zhurnalistov-frantsuzskogo-zhurnala-charlie-hebdo>)... et d'autres mesures permettant de rendre visible l'islam dans la société et au Parlement (propositions de mise en place d'une salle de prière au Parlement, d'inclusion du hidjab dans l'uniforme scolaire, de l'instauration du vendredi comme jour chômé au lieu du dimanche, de l'officialisation de la polygamie...).

posture de populiste local antisystème et provocateur. Peu instruit, il détonnait dans la classe politique par ses propos non conventionnels et outranciers, faisant de lui un « clown politique », une sorte de Jirinovski kirghiz. Pourtant, autour des années 2010, le « djoumgalo-populisme » ne suffisait plus à « Super-Saiak⁶ » pour garder ses partisans et élargir sa base au pays. Il a alors fait entrer l'islam dans son discours et a cherché à s'en servir à des fins populistes⁷. Sa pauvreté en connaissances religieuses et sa recherche de la confrontation permanente ont fini par en faire un défenseur local de la radicalisation islamiste. Affirmant en 2015 sa proximité de vues avec l'État islamique et son souhait d'aller combattre à ses côtés en Syrie, il a fini par être arrêté en mai 2016 par le GKNB⁸ pour « outrage à la nation et incitation à la haine »⁹.

**c. Tchoubak-Adji Djalilov (né en 1975) :
le héraut anti-laïcité de l'islam politique kirghiz**

Tchoubak-Adji Djalilov n'avait rien au départ d'un politicien. Cet ancien mufti de Kirghizie n'avait pas trop fait parler de lui, lorsqu'il dirigeait les affaires religieuses de l'islam kirghiz de 2010 à 2012. En revanche, son retrait du mouftiat¹⁰ et sa parole retrouvée en avaient fait un personnage charismatique dans la sphère musulmane locale, à l'aura bien supérieure à celle de son supérieur, à la personnalité plus effacée. Djalilov avait de plus gagné en influence sur certains députés et entendait profiter de sa position pour demander au départ l'introduction de réformes religieuses dans le pays, puis au Parlement même. En juin 2016, il a remis en cause la laïcité dans le pays et est allé jusqu'à menacer l'un des plus fervents partisans de la laïcité, le député

⁶ Surnom péjoratif donné par ses détracteurs pour souligner en 2010 sa démagogie et l'étroitesse de son aura limitée à sa tribu « saiak », dont la présence se borne à Djoumgal et ses environs.

⁷ Il s'est proclamé *amir* (chef militaire) de sa propre Association des Vrais Musulmans et pose depuis régulièrement coiffé d'un keffieh et tenant une arme à feu pour défendre la « *charia et les vraies valeurs musulmanes contre celles des Juifs kaapyr [« mécréants »] et infidèles* », http://www.gezitter.net/interviews/33986_nurlan_motuev_rukovoditel_obschestva_istinyih_musulman_kyrgyzstana_moe_islamsk_oe_gosudarstvo_halifat_vot_ustanovilos_v_sirii_i_irake_i_ukrepilos_tam, http://www.gezitter.net/society/38534_amir_motuev_idet et http://www.gezitter.org/society/38534_amir_motuev_idet (photo).

⁸ Acronyme russe pour Comité d'État pour la Sécurité Nationale Kirghize, service de renseignements kirghiz.

⁹ http://www.gezitter.net/interviews/33986_nurlan_motuev_rukovoditel_obschestva_istinyih_musulman_kyrgyzstana_moe_islamsk_oe_gosudarstvo_halifat_vot_ustanovilos_v_sirii_i_irake_i_ukrepilos_tam et http://www.gezitter.net/society/38534_amir_motuev_idet

¹⁰ Direction Spirituelle des Musulmans de Kirghizie.

Djanar Akaev, de ne pas obtenir de funérailles religieuses pour lui et ses proches¹¹. Le GKNB lui a finalement adressé un « avertissement officiel », obligeant l'ancien mufti à retourner au silence, au nom du maintien de la « cohésion nationale », à la suite du malaise créé par ses paroles dans la rue et sur les réseaux sociaux, divisant les Kirghiz en deux camps opposés, les « religieux » et les « laïcs ».

Orozbek Moldaliev, le Président de la Commission d'État pour les Affaires Religieuses, pense que Tchoubak-Adji Djalilov est allé trop loin, au-delà de ce que permettait le hanafisme traditionnel en Kirghizie.

« Nous voyons tous le comportement récent de Tchoubak-Adji. Il a dit qu'il participerait aux élections, puis a dit qu'il n'y participerait pas. Il a dit qu'il intégrerait tel ou tel parti qui soutiendrait le parti « Kyrgyzstan », puis s'est tourné vers un autre parti. Tout cela est contraire à la Constitution, aux lois. Il n'est pas un homme simple. Il est membre du Conseil des Oulémas, une figure religieuse. Par conséquent, selon les normes de la loi, il n'a pas le droit d'interférer dans la politique. Aussi, ses mots sur le sujet « ne pas lire la prière funéraire, car ils ne sont pas musulmans » ne correspondent pas à notre tradition hanafite. Il est clair qu'il a transgressé la règle hanafite, parce que selon cette règle, personne n'a le droit de dire qui est musulman et qui ne l'est pas. Si une personne a fait quelque chose contre l'islam, elle en répondra à la seule Lumière. »¹²

Le politologue Mars Sariev est pessimiste quant au développement actuel de l'islam politique en Kirghizie.

« Toutes ces provocations artificiellement créées que nous avons vues ne sont rien de plus qu'une diversion. Les vives discussions entre Tchoubak-Adji et Djanar Akaev et le point de vue de Bakir Ououlou, qui a également vécu en Occident et qui est connu pour ses vues éloignées de la laïcité, sont toutes les maillons d'une même chaîne. Ceci est fait pour créer une situation délétère. La troisième révolution, si elle a lieu, sera exclusivement islamique, idéologique. Soulever les gens sur la base de la région ou

¹¹ Bien que peu religieux, la plupart des Kirghiz donnent pourtant de l'importance à la *djanaza* (les obsèques religieuses musulmanes). Le refus de Djalilov d'accorder la *djanaza* à Djanar Akaev et à ses partisans pro-laïcité au Parlement, ainsi qu'à leur entourage familial, était bien un moyen de pression pour inciter le pouvoir politique à pencher et à légiférer pour le camp des partisans de l'ancien mufti influent, http://www.gezitter.org/society/50887_ugrozyi_chubaka_ajyi_vstrevojili_obschestvo et <http://rus.azattyk.org/a/27786250.html>

¹² http://www.gezitter.org/society/50887_ugrozyi_chubaka_ajyi_vstrevojili_obschestvo

les pousser vers la haine ethnique ou contre la corruption ne réussira pas. Par contre, l'islam est une idéologie qui ne distingue pas entre les nations. »¹³

Le théologien Kadyr Malikov, récemment miraculeusement réchappé d'un attentat djihadiste commis contre lui à Bichkek, redoute lui aussi le risque de fracture religieuse au sein même de l'identité kirghize créée par cette situation.

*« Ceci [des danses latines près de la Philharmonie ayant choqué les Kirghiz les plus religieux pendant le mois du ramadan en juin 2016] est le premier signal que des processus naturels deviennent profonds dans la société civile. Ces processus se manifestent de plus en plus chaque année. Ils sont reliés, d'une part, au fait que la majorité de la population est frustrée par les valeurs occidentales de démocratie. Il se forme un vide. D'autre part, en même temps, ce contexte voit le retour des jeunes aux valeurs religieuses islamiques. Il y a là la question de l'avenir de la Kirghizie de demain, soit la réconciliation de la charia et des exigences des croyants kirghiz avec un système séculaire de valeurs. Comment vont coexister deux systèmes de coordinations de valeurs différentes dans un seul État ? Le résultat de ces processus se retrouve dans ces événements [...] Par conséquent, on peut dire qu'il existe un conflit au sein de la société et au sein même de nation [ethnie] kirghize. Cette situation n'a pas encore été suffisamment étudiée et est très dangereuse. La question que je soulève depuis 2008 est que nous avons besoin de divulguer le concept de laïcité comme un *modus vivendi*. La cohabitation doit être basée sur le respect mutuel et la patience. Parce que tôt ou tard, cette situation va sinon exploser »¹⁴.*

Pour Orozbek Moldaliev, la société a besoin d'être unie pour combattre la radicalisation et doit briser la loi du silence. Elle doit encore « *adéquatement transmettre à la prochaine génération ses propres coutumes, traditions et modes de vie. Cela nécessite une harmonisation de nos traditions avec la religion.* »¹⁵

Les débats autour de ces hommes politiques controversés (et d'autres moins connus) suscitent ainsi une effervescence dans la rue kirghize et sur les réseaux

¹³ <http://pravda.kg/osoboe-mnenie/3888-mars-sariev-chubak-azhy-i-tursunbay-bakir-uulu-vsego-lish-zhertvy-proekta.html>

¹⁴ <http://www.nlkg.kg/ru/interview/kadyr-malikov-v-obshhestve-zreet-opasnyj-konflikt-vnutri-odnoj-nacii>

¹⁵ http://www.gezitter.org/society/51647_ozzbek_moldaliev_predsedatel_goskomissii_po_delam_religiy_obschestvo_edinyim_fro_ntom_doljno_vyistupit_protiv_radikalnyih_organizatsiy

sociaux. Dressant les gens les uns contre les autres, ils fragilisent toujours plus les bases d'une identité kirghize fortement bouleversée depuis l'indépendance.

3. L'islam politique, facteur d'affaiblissement des bases de l'identité kirghize ?

L'anthropologue Boris Petric affirme qu'il existe aujourd'hui six personnages-clés dans chaque *aił* (village) kirghiz, autour desquels s'articule la société kirghize, systématiquement dans des logiques de « captation » de ressources extérieures : le maire (chef de l'administration de l'*aił*), le directeur de l'ancien kolkhoze, le *moldo* (imam), l'entrepreneur ambitieux et rapidement enrichi, le représentant local de l'Organisation Non-Gouvernementale (ONG) étrangère et le *köž-atçhyk*¹⁶. Ces cinq personnages illustrent à eux seuls les tiraillements et les contradictions auxquels est confrontée la société kirghize depuis 1991¹⁷.

Jusqu'à présent, la tolérance a toujours prévalu. Mais, la cristallisation des esprits et la récupération populiste de l'électorat par le jeu de la fibre religieuse risquent à très court terme de déboucher sur des lignes de fractures irréconciliables au sein même de l'identité kirghize. Bien sûr, le maintien de la cohésion nationale interethnique et interreligieuse est en jeu, mais au-delà les fondements mêmes de l'identité kirghize.

L'islam globalisé porté dans les villes et villages kirghiz par le Djamat-i-Tabligh (DjT) sème lui aussi déjà les tensions de demain. Bien que n'appelant pas à un projet politique, le DjT ringardise l'islam traditionnel aux renforts de moyens financiers puissants et d'une prédication permanente et organisée.

Pour l'anthropologue Aurélie Biard, « *l'islamisation ou la « réislamisation », entreprise auprès de musulmans « sociologiques », par de nouveaux acteurs sociaux et/ou religieux (notables, prédicateurs locaux ou étrangers, dont certains se réclament d'un enseignement fortement marqué d'esprit salafiste ne connaît en outre guère de verrouillage possible. Les acteurs appartenant à des groupes informels de prédicateurs locaux (les davatchi) présidés chacun par un amir ou étrangers affiliés au DjT sont généralement de simples croyants (qu'ils soient hommes*

¹⁶ Le *köž-atçhyk* (littéralement, yeux ouverts) est une sorte de chaman, prédicateur de l'avenir et guérisseur, au rôle d'intercesseur entre la nature et les hommes et complémentaire au *moldo* dans l'islam kirghiz traditionnel.

¹⁷ PETRIC Boris, *On a mangé nos moutons : le Kirghizstan du berger au businessman*, Éd. Belin, Paris, 2013, 208 pp.

d'affaires, policiers...). Ils répondent le plus souvent aux injonctions qui leur sont faites par des davatchi confirmés, au cours de réunions informelles entre croyants après la prière, de mener des actions de davat (prédication), présentées comme une obligation individuelle. Ces volontaires, dotés ou non des connaissances théologiques requises, sont alors supposés porter, en groupe, la bonne parole, de village en village, de ville en ville pour une période allant de trois, dix ou quarante jours à quatre mois. Ces acteurs fondent un projet de purification de l'islam contre des pratiques taxées d'être des « survivances » préislamiques, et donc blasphématoires et païennes. Ces prédicateurs condamnent ainsi systématiquement les us et coutumes même lorsque ces derniers ne mettent pas en jeu des questions de dogme, en arguant de leur caractère innovateur par rapport à l'islam originel (lui-même à reconstruire). Ce projet de refondation évite le politique et cherche moins à définir une culture qu'un code homogène applicable à toute société (le licite et l'illicite, halal/haram). Dans la mesure où ils se désintéressent de la construction d'un État islamiste et insistent sur l'idée qu'une société est islamique si ses membres ont rejoint l'islam, ces nouveaux acteurs travaillent davantage à mettre en place des espaces islamisés qu'à prendre le pouvoir. D'où l'importance donnée au travail de davat et à la mise en œuvre des normes à partir d'un espace spécifique (en procédant village après village par exemple). Dans le cadre des activités du mouvement, il est d'ailleurs interdit aux prédicateurs de s'engager dans des controverses religieuses et de discuter de politique, notamment des liens entre religion et État. Une lutte verbale (qui se tient le plus souvent au sein même des mosquées lors des discussions engagées entre croyants après la prière du vendredi) est ainsi menée par le DjT contre les membres du *Khizb-out-Takhrir* (KhT [*Hizb-ut-Tahrir*]) qui se voient accusés de semer la *fitna* (discorde) au sein des communautés musulmanes de Kirghizie lorsqu'ils disent vouloir établir un califat islamique en Asie centrale. »¹⁸

Par son action le DjT suscite des tensions dans les structures communautaires et familiales, tantôt par l'opposition des traditionnels aux modernes - les convaincus - dans le village, souvent en plaçant dos à dos le mari converti à sa femme restée dans la tradition dans la famille. Il réduit avec un certain zèle la part du chamanisme et/ou du tengrisme encore présente dans la société kirghize : effacement de l'*adat* (loi coutumière des nomades) au profit de modèles plus islamiques, réinterprétations ou abandon de l'Épopée de Manas, prohibition des anciens cultes de la nature préislamiques, destruction du patrimoine national préislamique, à l'image des *balbal* (tombes kirghizes préislamiques) vandalisées au Lac Song-Köl et ailleurs... Or, toute suppression de l'*adat* comme référence identitaire remettrait en cause l'équilibre même des sexes dans la cellule familiale et dans la société et donc

¹⁸ <https://socio-anthropologie.revues.org/1271>

le fonctionnement-même de la société. De même, toute altération ou interdiction de l'Épopée de Manas enterrerait l'essence même du peuple kirghiz.

L'opposition entre islam traditionnel et globalisé mine ainsi les fondements mêmes de l'identité kirghize et accroît l'absence de repères, aggravant les risques de radicalisation dans la jeunesse désœuvrée et sans repères du pays¹⁹. Si le DjT n'appelle pas à la violence, un certain nombre de ses membres finissent par basculer dans la radicalisation politique, au départ non violente du KhT, puis dans la nébuleuse djihadiste internationale.

À ce point d'achoppement, s'ajoutent trois autres aspects tous aussi déterminants.

1. Le tengrisme se mêle en général à l'islam populaire traditionnel des Kirghiz. Or, dans la recherche d'une identité nationale, certains politiques et intellectuels kirghiz rêvent depuis l'indépendance d'en faire une « religion nationale », extérieure et concurrente à l'islam. Aurélie Biard confirme que « *l'idéologie nationaliste et revivaliste à laquelle semble correspondre le tengrisme cherche en effet à promouvoir un soi-disant « retour » aux anciennes religions nationales mythiques des peuples turciques et rejette l'islam, considéré comme l'un des vecteurs possibles de la mondialisation. En condamnant l'universalité des grandes religions et en affirmant que l'islam est au service d'intérêts étrangers, le tengrisme apparaît comme le pendant religieux de nombreux discours nationalistes kirghiz* ». Elle ajoute que « *l'affectation de Dastan Sarygulov en tant que Secrétaire d'État et président de la commission à l'idéologie en 2005 suscita de virulentes critiques, nombreux étant ceux qui s'inquiétaient d'une possible officialisation du tengrisme. Sarygulov a été déchu de son poste par le Président Kourmanbek Bakiev en mai 2006 avant de pouvoir soumettre le texte officiel de la nouvelle idéologie nationale à référendum.* »²⁰ L'éviction de Sarygulov

¹⁹ La journaliste Aliia SOURANOVA constate que « *l'opinion publique kirghize est divisée en deux parties, en matière de religion, entre le « nous » et le « eux ».* Aucune des deux parties ne veut faire preuve de tolérance, tout le monde souhaitant prouver son point de vue et dire à l'autre : « *Vous n'êtes pas assez intelligent* ». Elle rapporte aussi l'expression nouvelle de « *laïcs extrémistes* » employée par les partisans de l'islam politique et qualifiant les personnes, notamment politiques, qui agiraient contre la défense des « *intérêts musulmans* », http://www.gezitter.org/society/33989_islamizatsiya_pokyrigyzski_myi_i_oni

²⁰ <https://socio-anthropologie.revues.org/1271#bodyftn36>

répondait aux crispations des instances musulmanes officielles et d'une grande partie de la population.

2. L'ancrage du protestantisme en milieu kirghiz au nord de la Kirghizie constitue depuis 1991 un fait nouveau et également générateur de tensions dans la société. Importé par des missions américaines, puis coréennes, le protestantisme se double, depuis le milieu des années 2000 en Kirghizie, d'églises locales kirghizophones et promouvant une religion adaptée aux traditions locales kirghizes²¹. Les protestants kirghizstanais (kirghiz et d'autres ethnies) étaient évalués à un peu plus de 30 000 personnes en mars 2014. Différentes communautés protestantes sont officiellement reconnues et enregistrées depuis décembre 1991. De nombreux fidèles continuent cependant à déplorer un certain manque de tolérance de la part de la population et des instances musulmanes officielles et des agressions répétées²². Des conflits surgissent aussi de manière récurrente lors du refus d'inhumation des nouveaux convertis dans les caveaux familiaux dans les villages.

3. Le clivage ancestral nord-sud revêt enfin actuellement plus d'enjeux politiques puisque, depuis le début des années 2000, la démographie a basculé en faveur du sud, le Ferghana kirghiz, soit en direction de visions politiques, religieuses et sociétales bien différentes de celles portées depuis toujours par le nord. Les sudistes sont tout autant kirghiz, mais renvoient à une autre définition de leur identité. Ils sont traditionnellement plus islamisés, moins européanisés, moins russifiés, plus sédentarisés aussi ; ils exercent davantage des professions tournées

²¹ Cf. l'interview en décembre 2013 par *Azattyk* du pasteur de l'organisation protestante « Tenir Djyiny », Kaýrbek MANYBAEV, <http://rus.azattyk.org/a/kyrgyzstan-protestant/25194048.html>

²² <http://knews.kg/2014/03/14/30-tyisyach-kyrgyzizov-prinyavshih-kreschenie-v-protestantskoy-tserkvi-podvergayutsya-goneniyam> . Cela m'a ensuite été confirmé par un pasteur kirghiz présent lors de la table-ronde organisée par la Chaire UNESCO sur l'étude des religions et de la culture mondiale de l'Université Kirghizo-Slave et le COSAC à Bichkek en septembre 2013, cf. son compte-rendu, in IVANOV S. (Dir.), *Pouti Very (Les routes de la foi)*, Recueil d'articles autour de la table-ronde « Laïcité et religiosité dans la République Kirghize - Septembre 2013 », Chaire UNESCO sur l'étude des religions et de la culture mondiale-Université Kirghizo-Russo-Slave (en collaboration avec D. GAÛZERE et le COSAC), Bichkek, 2014, 185 pp.

vers une agriculture sédentaire ou le petit commerce et ils votent pour un parti non pas par affinité idéologique, mais par affiliation tribale et clientéliste à un homme fort. Les tenants de l'islam politique proviennent essentiellement du Fergana kirghiz. Ce même sud est aussi un porteur traditionnel d'instabilité : deux pogroms ont eu lieu à Och et à Ouzguen en juin 1990 et 2010, et des groupes djihadistes du cru affiliés au Mouvement Islamiste du Turkestan (MIT) en provenance du nord de l'Afghanistan se sont déjà repliés en 1999 et 2000 dans certaines des 21 enclaves de la région pour tenir victorieusement tête à une armée kirghize peu entraînée, avant d'en être délogés par l'aviation ouzbèke. Il en était résulté une crise diplomatique, à l'image de celles que connaît régulièrement la Vallée du Fergana, partagée entre trois États (Kirghizie, Ouzbékistan, Tadjikistan), difficilement accessible et présentant une population dense et très religieuse, qui fournit les principaux cadres des mouvements djihadistes locaux (MIT, Ansaroullah, Djannat Ochiklari...).

Les deux premières générations, fortement instruites, jouent encore, par leur majorité, un rôle de pare-feu, calmant les esprits les plus échauffés et faisant prévaloir les valeurs kirghizes communes, l'héritage soviétique et la nécessité de laïcité et de cohésion nationale. Cependant, au fur et à mesure que ces générations s'effacent et que les problèmes économiques et sociaux restent non réglés, le risque d'« afghanisation » du pays par suite d'une désintégration nationale et identitaire augmente de manière inquiétante. Les autorités kirghizes, en premier lieu le Président Atambaïev, prennent cette menace très au sérieux. Elles tentent de promouvoir une identité kirghize traditionnelle ainsi que de renforcer la lutte contre les déviances religieuses et la radicalisation en durcissant l'arsenal législatif, notamment par la loi du 17 août 2005, amendée le 7 juillet 2016, sur « *la lutte contre les activités extrémistes* » (perte de la citoyenneté pour les terroristes, durcissement des peines de prison relevées à 15 ans pour un acte terroriste solitaire, à 20 ans pour un acte commis en groupe organisé, abaissement de la limite d'âge de la responsabilité pénale et, donc, de l'incarcération des mineurs accusés d'incitation au terrorisme et/ou à l'extrémisme religieux à 14 ans, blocage d'accès aux sites internet djihadistes, contrôle accu des associations religieuses et de leurs financements...)²³

²³ Sur la loi, cf. <http://cbd.minjust.gov.kg/act/view/ru-ru/1748> (2005) et <http://cbd.minjust.gov.kg/act/view/ru-ru/111376> (2016). Sur les mesures pratiques, cf. <http://knews.kg/2016/03/11/v-borbe-s-terrorizmom-vse-sredstva-horoshi>

et en favorisant l'éducation²⁴. En dépit de bonnes intentions affichées, le pouvoir kirghiz manque cruellement de moyens logistiques et financiers pour faire appliquer la loi. Il doit par ailleurs inscrire sa lutte contre l'extrémisme religieux dans le cadre des politiques de coopération internationale, en renforçant entre autres ses relations avec les États occidentaux dans ce domaine.

David Gaüzère

Président du Centre d'Observation
des Sociétés d'Asie centrale

Membre associé au Centre Montesquieu
de Recherche Politique - Université de Bordeaux

²⁴ Le Président kirghiz Almazbek Atambaïev rappelait, lors d'une réunion du Conseil de Défense le 3 novembre 2014, que « le gouvernement doit faire face à une « islamisation radicale » de la société et à l'imposition de coutumes et de traditions qui sont contraires aux « valeurs nationales du peuple » [...] L'islam doit être développé en harmonie avec les valeurs spirituelles des peuples, et non pas les envahissant, et en leur montrant du respect. La spiritualité et la moralité pourraient se développer dans la société seulement dans ces conditions ». Selon Atambaïev, un abandon des traditions et des coutumes nationales conduit à la *mankourtizatsiia* (désintégration) de la société et à la perte d'identité. « Je veux faire appel aux moldo privés et aux politiciens et leur dire : « Ne forcez pas le peuple kirghiz dans ces étapes ! Ne forcez pas les Kirghiz à porter des vêtements étrangers, à employer une langue et à respecter des traditions étrangères ! Si vous n'aimez pas le peuple kirghiz et sa terre, personne n'est contre le fait que vous viviez dans le pays et parmi le peuple qui vous plaira [...] Ce n'est pas par hasard que nos ancêtres ont adopté la règle hanafite. En langage moderne - c'est la tolérance », <http://kloop.kg/blog/2014/11/03/atambaev-radikalnaya-islamizatsiya-ugrozhaet-kyrgyzskoj-samobytnosti>. À la suite de cette discussion, le Conseil de la Défense a adopté le concept de la politique religieuse de l'État jusqu'en 2020. Cette politique prévoira de procéder à la prévention de l'extrémisme religieux, d'accroître l'alphabétisation dans le domaine de la religion et de définir la portée des activités des organisations religieuses.